

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 décembre 2015
(Convocation du 23 novembre 2015)

Aujourd'hui, le dix décembre deux mille quinze à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle au Conseil Départemental des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné procuration : Madame Denise SAINT PE, Monsieur Charles PELANNE.

Etaient excusés : Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE, Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Christophe TERRAIN.

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER IV - programme d'actions / Projet de Territoire Douze : inscription de l'Institution Adour pour le portage du projet

Exposé des motifs :

Le Conseil d'administration du 22 juillet 2015 a délibéré favorablement au portage par l'Institution Adour des projets de territoire sur les territoires du Haut Adour et du Midour.

Le périmètre hydrologique de la Douze est un territoire prioritaire de l'Institution et du Département des Landes compte tenu des difficultés du secteur en période d'étiage.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil d'administration de se positionner favorablement au portage par l'Institution Adour du Projet de Territoire de la Douze.

En l'absence d'observations,

Entendu l'avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

L'Institution Adour s'engage à porter le projet de Territoire de la Douze

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 décembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

